

APPEL POUR DES CANDIDATURES UNITAIRES

Construire un rassemblement durable

mardi 13 juin 2006, par [GROND Pierre-François](#) (Date de rédaction antérieure : 25 mai 2006).

La direction nationale de la LCR a majoritairement confirmé, les 20 et 21 mai, son refus de signer l'appel pour des candidatures unitaires.

Depuis plus d'un an, nous œuvrons au rassemblement des forces anticapitalistes réunies lors de la campagne du « non » au traité constitutionnel, par des interventions, des propositions, dont la tribune d'Olivier Besancenot dans Le Monde est le dernier exemple. Dans ce cadre, notre orientation est connue depuis longtemps. Elle s'est illustrée tout au long de l'année : union dans l'action de toutes les forces de gauche contre la droite et le patronat, mais reconnaissance, sur le plan politique de l'alternative à construire, de l'existence de deux gauches partagées par un choix fondamental, l'acceptation ou non de l'aménagement du système...

Nous savons qu'une profonde aspiration unitaire existe. Elle est positive et nous la partageons. C'est pourquoi nous répondons positivement à l'invitation des rédacteurs de l'appel à participer comme observateur au collectif national mis en place. Dans tous les collectifs et l'ensemble des cadres unitaires existants locaux, les militants et militantes de la LCR viendront expliquer leur conception d'un rassemblement anticapitaliste durable. Sans pratiquer la politique de la chaise vide, car nous connaissons nos responsabilités et nous savons également que nos idées d'indépendance vis-à-vis du PS sont très largement partagées. La gauche antilibérale conséquente sait qu'elle ne peut tisser d'alliance parlementaire et gouvernementale avec la direction du PS. Pas par sectarisme indémodable, mais parce que, sur chaque question déterminante, de l'emploi aux discriminations, les politiques défendues sont inconciliables.

Nous ne voulons ni faire pression, ni apporter une caution radicale à une gauche tiède qui ne résoudra pas les problèmes de la société française. Il faut modifier en profondeur les rapports de force à gauche, ce qui implique d'ailleurs de ne pas réduire cette question à un simple problème électoral ! Un rassemblement dont les bases de fondation ne seraient pas assurées quant à ses rapports au Parti socialiste exploserait à la première sollicitation de la direction de celui-ci. Ainsi, sait-on qu'un accord parlementaire signifie le plus souvent voter le budget, c'est-à-dire les fondamentaux d'une politique économique, et s'engager à ne jamais censurer le gouvernement ?

C'est pourquoi la volonté du PCF de rassembler toute la gauche sur des bases antilibérales nous apparaît, au mieux, comme la répétition de schémas qui ont conduit mille fois à l'échec, au pire comme de la duplicité : signer des appels avec la gauche radicale tout en acceptant un cadre de préparation des échéances de 2007 avec la direction du PS. L'heure n'est plus au petit jeu tacticien mais à la clarification des options stratégiques. Nous n'avons pas renoncé à un possible rassemblement, mais nous ne céderons pas sur une question décisive, pas seulement pour nous, mais pour la pérennité d'un rassemblement antilibéral conséquent.

P.-S.

* Paru dans « Rouge » n° 2160 du 25 mai 2006.